

## **Programme du nouveau Président: “L’essence culturelle de la SIDS”**

Chère Présidente Madame Rozès, chers collègues et chers amis,

Être candidat à la présidence d’une société scientifique telle que la SIDS est une impertinence personnelle qui ne peut trouver d’autre justification que celle qui autorise à penser que le candidat inspire plus de confiance aux dirigeants de la Société qu’il n’inspire à lui-même.

Prétendre d’être le successeur de personnalités de la catégorie humaine et scientifique de Filippo Gramatica, de Marc Ancel, et de Madame Simone Rozès, prétendre de présider des collègues que je considère mes initiateurs et mes maîtres comme Hans-Heinrich Jescheck, Klaus Tiedemann, Giuliano Vassalli, Mario Pisani, ainsi que tant d’autres illustres collègues qui nous accompagnent dans la vie de la Société, n’est pas justifié, mais mérite, j’espère, une réduction de la culpabilité, et donc, je le souhaite, de la peine.

J’accepte, malgré tout, l’invitation de ceux qui m’ont, à tort, accordé leur confiance, et je souhaiterais, tout d’abord, manifester ma conception de la Société, dans le contexte de l’histoire des sciences pénales et de leurs organisations, et l’idée que je me suis faite du rôle que la Société peut désormais jouer. Pour terminer, j’exposerai certaines idées à propos de l’organisation nécessaire à la mise en oeuvre de nouvelles actions.

### **1. L’essence culturelle de la Société**

Si je devais choisir un seul mot pour désigner l’apport de notre Société internationale de défense sociale à l’évolution moderne du Droit et de la Science pénale, je crois pouvoir affirmer que la Société a été la Société de la resocialisation. L’idée de resocialisation, à la suite de l’élaboration conceptuelle opérée à partir du positivisme, notamment représenté au départ par Gramatica, a ensuite été placée entre la criminologie et le Droit positif par Marc Ancel dans les années soixante, et avec la contribution et l’aide de la singulière personnalité de Pietro Nuvolone, elle s’est solidement établie dans le cadre des garanties de l’État de Droit. Il s’agit de l’oeuvre personnelle d’un petit nombre de pénalistes concentrés surtout en France et en Italie, après la Seconde Guerre Mondiale, auxquels les collègues allemands sont rapidement et aisément venus se joindre car, à

partir d'autres fondements épistémologiques, l'oeuvre de Gramatica, de Marc Ancel et de Nuvolone débouche sur des postulats similaires à ceux énoncés par le plus grand pénaliste de l'histoire européenne qui, à mon sens, a été Franz von Liszt.

En réalité je crois que la Défense Sociale est une manifestation historique et singulière du mouvement qui a été entrepris à la fin du dix-neuvième siècle par Prins, Van Hammel et von Liszt. Je crois aussi que les quatre grandes associations appartiennent toutes à cette même tendance, ce qui explique aussi bien la coïncidence d'autant de personnalités au sein de plusieurs de ces organisations, ainsi que les actions coordonnées qu'elles ont établies entre elles. On peut dire que la Fondation internationale pénale et pénitentiaire et la Société internationale de criminologie sont des organisations spécialisées par leur objet: l'objet pénitentiaire, la sociologie et la psychologie du crime. L'Association internationale de droit pénal et la Société internationale de défense sociale sont des organisations pénales généralistes; cependant l'AIDP limite son travail au plan juridique et pénal, et la SIDS est la société scientifique qui intègre les méthodes et les objets juridiques et sociaux, surtout à la suite de l'Addendum au Programme minimum effectué en 1984; d'autre part si vous me permettez de faire appel à des catégories du droit politique et constitutionnel, la SIDS serait l'organisation la plus représentative du Droit pénal de l'État social et démocratique de droit, concept juridique, politique et social largement médité au sein de l'espace européen, et que les espagnols ont, à leur tour, récupéré, lorsque, avec tant de retard, de même que le Portugal, ils ont obtenu la Démocratie et se sont pourvus de constitutions modernes.

D'autre part, et ainsi que l'a toujours dit Marc Ancel, étant donné que la Société n'a pas été et n'a pas voulu représenter un programme idéologique fermé, mais au contraire le programme minimum d'un Mouvement, celle-ci a pu s'étendre dans le monde entier, et ceci avec tous les pénalistes appartenant ou intéressés à nos traditions culturelles, quel que soit le continent ou l'espace continental où ils se trouvent.

La Société internationale de défense sociale est l'organisation des formes juridiques et des contenus du comportement criminel et de la réaction pénale propre aux États sociaux et démocratiques du Droit. Nous représentons le mouvement de la politique criminelle de ce type d'organisation politique et sociale.

## **2. Les nouveaux phénomènes sociaux et politiques influents en matière pénale**

Les postulats de notre mouvement sont aujourd'hui le patrimoine commun du droit pénal positif de nombreux pays du monde, ou du moins, l'héritage du programme des pénalistes contemporains du monde entier et, de ce fait, je considère qu'il faut être optimiste et reconnaître le travail bien fait de nos prédécesseurs. Mais en matière de droit pénal nous ne sommes pas encore arrivés à la fin de l'histoire.

Il est vrai que la fin de la politique des blocs a ouvert, surtout dans les pays de l'Europe de l'Est – de Varsovie à Vladivostok – des possibilités et des chemins impensables jusqu'à présent, pour une Politique criminelle humaniste et démocratique.

Il est vrai aussi que pour la première fois dans l'histoire moderne, toute l'Amérique latine vit en liberté et en démocratie, bien que d'importants secteurs de population vivent encore dans des conditions misérables. D'autre part, le géant que représente la Chine vient de se réveiller. N'en doutons pas, il est tout à fait admis d'être optimiste. La création – avec toutes ses limitations – de la Cour pénale internationale est la plus grande réussite politico-juridique après la Déclaration des Droits de l'Homme en 1945 et, ceci, est encore un point positif.

Néanmoins, il est vrai aussi qu'un grand problème historique subsiste, celui notamment de la pauvreté et du sous-développement économique d'une bonne partie de la population mondiale. D'autre part, de nouveaux problèmes ont surgi, que je me permettrai d'énoncer sans aucun ordre.

Le monde arabe-musulman qui progressait lentement de la tradition vers la modernité, a été surpris lors de sa progression, à cause surtout du sous-développement et de la pauvreté, par l'irruption imposante de ce qui est trop facilement appelé le fondamentalisme islamique, avec le recul ou le blocage que cela présuppose en politique générale et en politique criminelle.

D'autre part, les événements du onze septembre ont renouvelé les tendances conservatrices en politique criminelle dans le pays le plus puissant du monde, les États-Unis. Il est évident que cette tendance conservatrice est antérieure au onze septembre quand nous pensons que les États-Unis se sont farouchement opposés à la création de la Cour pénale internationale. Après le onze septembre, la politique criminelle pendulaire des États-Unis s'est résolument décidée pour "loi et ordre" et, cette fois, avec des projections internationales. Un autre exemple de cette politique est, de manière plus concrète, Guantánamo, la militarisation de la justice pénale et la menace de poursuivre cette politique "par d'autres moyens",

dans le sens de Clausewitz, c'est-à-dire, au moyen de la guerre, et même de la guerre préventive.

Le troisième phénomène est le produit de la globalisation économique, c'est-à-dire les grands déplacements de capital, qui circule librement, mais aussi d'êtres humains, à travers les grands mouvements migratoires. Ce phénomène de tradition historique, bien qu'il adopte des formes et des caractéristiques toutes particulières au sein de la globalisation actuelle, pose deux problèmes. Le premier, à la suite des restrictions imposées à la liberté de mouvement vers les pays développés, concerne, d'une part, la traite des êtres humains et, d'autre part, les formes "modernes" d'esclavage sexuel et dans le cadre du travail, et d'exploitation et de fraude, au sein de l'action migratoire. D'autre part, la concentration dans les pays récepteurs d'un nombre aussi élevé de personnes appartenant à d'autres cultures bien différentes engendre le problème du multiculturalisme, qui entraîne deux autres problèmes pénaux: d'un côté le devoir de la tolérance, et de la lutte contre la discrimination culturelle, raciale et religieuse, et contre la xénophobie, et, d'un autre côté, celui aussi des limites pénales de la tolérance de la diversité culturelle. Autrement dit: doit-on tolérer pénalement la mutilation génitale des femmes appartenant à cette culture à Barcelone ou à Berlin? Doit-on essayer d'en finir avec ces conduites au-delà de Barcelone ou de Berlin? Peut-on continuer à être tolérant face à la lapidation de la femme adultère au Nigéria? Et pouvons-nous encore tolérer les mauvais traitements infligés aux femmes, au sein de notre propre culture occidentale? Doit-on penser que le culturalisme machiste qui persiste en Europe et dans la culture traditionnelle européenne est un phénomène "socialement acceptable"? La réponse européenne à ce phénomène intra-européen ne mérite-t-elle qu'une mesure répressive, ou devons-nous rechercher des solutions préventives dans le Droit pénal matériel et de la procédure pour lutter contre ce phénomène jusqu'à présent dissimulé dans l'alarmant taux de criminalité? Quelle serait la politique criminelle, préventive, répressive et compensatoire contre ces formes cachées de criminalité?

Trois nouveaux phénomènes issus de la globalisation et de ses aspects positifs pour les Droits de l'Homme méritent d'être mentionnés:

- La création de la Cour pénale internationale pour garantir la poursuite des crimes les plus graves, qui généralise et unifie les Tribunaux ad hoc de ces dernières années.
- La régionalisation de la Justice pénale dans l'espace de l'Union Européenne actuelle et de celle qui va recevoir de nouveaux pays membres entre 2004 et 2006, surtout après le très remarquable changement qu'a produit la Décision Cadre du 13 juin 2002 sur l'ordre

de détention européenne et les procédures de remise entre les États membres.

- Le développement du Conseil de l'Europe de Reykiavik à Vladivostok et, par conséquent, l'incorporation de tous les pays membres dans le patrimoine juridique des Droits de l'Homme du Tribunal de Strasbourg, avec son action de procédure pénale, mais aussi matérielle.
- Parmi les nouveaux phénomènes sociaux ainsi que juridiques et pénaux, que j'ai exposés de façon sommaire et incomplète, dont la plupart n'étaient pas présents – du moins sous leur forme actuelle – au moment de la révision de notre Programme Minimum en 1984, on peut trouver l'ensemble des nouvelles actions que le mouvement de Défense sociale doit engager pour continuer à mener notre politique criminelle humaniste. Celle-ci pourrait être définie comme suit.

### **3. Propositions de travail pour la Société**

3.1. Dans l'espace de l'Union Européenne, notre organisation – et d'ailleurs nulle autre organisation historique – ne s'est pas proposée en tant qu'organisation consultative ou consultante. Ce n'était absolument pas nécessaire jusqu'au célèbre jugement du cas du maïs grec de 1989. Mais face à la tournure des événements concernant la protection des intérêts financiers de l'Union, à la suite de l'Accord d'assistance judiciaire en matière pénale de l'an 2000, de la Décision-cadre de l'Euro-ordre de 2002, des Décisions-cadre de cette même année sur la Criminalité organisée et la traite d'êtres humains, et pour finir, avec la création d'Eurojust, la Société internationale de défense sociale trouve l'occasion de se proposer de coopérer avec l'Union Européenne. En dehors des relations interministérielles de Justice et de l'Intérieur, il n'existe aucun réseau de pénalistes plus vaste que le nôtre. Dans ce domaine nous devrions être capables d'intégrer notre activité dans un des programmes européens qui encouragent la recherche en matière pénale.

3.2. L'entrée en vigueur de la Convention créant la Cour Pénale Internationale a déjà ébranlé l'activité des Juristes du monde entier. Il suffit de voir le nombre et l'ampleur des réunions scientifiques tenues à ce sujet, et celui des thèses doctorales et des publications existantes. En notre qualité d'institution consultative des Nations Unies, nous devons nous tenir à sa disposition et nous devons, en tout cas, trouver un rôle à jouer dans le développement de l'élaboration scientifique des règles de responsabilité et d'imputation, qui risquent d'être conçues par des cultures juridiques qui ne possèdent ni notre expérience ni notre savoir.

3.3. Il faut aussi considérer la procédure d'incorporation de nouveaux pays dans le patrimoine juridique du Conseil de l'Europe et s'intéresser aux problèmes, au déficit, aux besoins de formation, etc.

3.4. On doit aussi s'adonner aux procédures de régionalisation des Droits de l'Homme et à leurs conséquences juridiques et pénales. Par exemple, la procédure de démocratisation des pays de l'Amérique latine renforce le rôle que va dorénavant jouer la Cour du Costa Rica dont les sentences obligent véritablement dans un contexte démocratique; ce qui a été le cas des espagnols qui ont commencé à dépendre de la juridiction du Tribunal Européen de Strasbourg, et ensuite de celle du Tribunal du Luxembourg.

3.5. D'autre part, étant donné les tendances politico-criminelles postérieures au 11 septembre, dans le but de préserver notre Programme minimum, nous devons nous constituer en un observatoire permanent de la politique criminelle qui veillera au respect de nos idées face aux réactions indésirables et incompatibles avec celles-ci. Tout cela, évidemment, sans cesser de contribuer à la connaissance des nouvelles formes de terrorisme et des nouveaux moyens à utiliser pour le combattre.

3.6. Les problèmes liés au rapport entre criminalité et immigration sont devenus des problèmes capitaux du débat politique électoral du continent européen, en règle générale de la manière la plus négative qu'il soit: avec la manipulation de données criminologiques limitées et avec une tendance à favoriser les attitudes xénophobes. Nous devrions tâcher d'effectuer une analyse permanente d'enquêtes et de données organisées de manière rationnelle, pour disposer de la vérité et proposer des possibilités rationnelles d'intervention et de prévention, ce qui constitue une matière multidisciplinaire très adéquate à notre association.

3.7. La question de la traite d'êtres humains en tant que telle, celle de l'exploitation sexuelle ou celle qui s'exerce dans le travail, requiert aussi l'attention d'une organisation comme la nôtre, de la même façon que nous nous étions auparavant occupés du Trafic de drogues ou du Trafic d'armes. Notre dimension "sociale" – notre adjectif – avec le phénomène social qui se prête aux phénomènes migratoires et au crime organisé.

3.8. La question du multiculturalisme, aussi bien au sein des sociétés des métropoles ou des espaces de concentration des cultures, que parmi les sociétés et les États qui coexistent pacifiquement sur la scène internationale, mérite aussi qu'on s'y attache. L'importance du monde musulman et encore la façon dont celui-ci est présenté, en particulier lorsque, dans l'opinion publique, des manifestations minoritaires et extrémistes surgissent avec virulence, requiert de notre part tout un travail de connaissance mutuelle entre pénalistes, et de soutien aux pénalistes du

monde musulman intégrés ou intégrables au programme d'une politique criminelle humaniste. Nous avons subi une régression dans le domaine des relations scientifiques que nous devons rattraper. Par le dialogue nous pourrions, d'une part, réussir à dépasser l'autosatisfaction occidentale et, d'autre part, définir avec justesse ce que nous croyons pouvoir véritablement considérer comme irrenonçable pour la dignité humaine.

#### **4. Une manière de nous organiser pour entreprendre de nouvelles tâches**

Seuls ceux qui n'ont pas d'histoire ne trouvent pas la force de se réorganiser pour les temps à venir et je suis certain que c'est sur cet aspect que Madame Rozès voulait attirer notre attention en se mettant, dans ses fonctions, à la disposition de l'Assemblée générale. Notre façon de travailler et nous-mêmes procédons d'une époque caractérisée par des déplacements difficiles et coûteux et par des moyens de communication limités au courrier traditionnel. Par ailleurs, la majorité d'entre nous avons formé notre conception du monde avant l'ère de la télévision. Le courrier électronique, l'Internet, la vidéo-conférence appartenaient à la science-fiction. D'autre part, bien que nous ayons voulu jouer le rôle d'une organisation mondiale, notre territoire quotidien a été trop européen.

Je souhaite donc vous proposer deux nouvelles et différentes modalités d'organisation.

En premier lieu, nous devons, d'un côté, régionaliser notre travail et, de l'autre côté, lui donner une orientation thématique. En ce qui concerne le premier point nous devons essayer de nous doter d'une structure adéquate aux besoins de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe de Reykjavik à Vladivostok. Il nous faut aussi encourager la régionalisation de l'Amérique latine en facilitant l'incorporation de nouveaux membres. À l'avenir nous pourrions nous proposer d'autres objectifs similaires.

En deuxième lieu, il est inconcevable de développer notre action avec la seule organisation de congrès généraux tous les cinq ans. Au contraire, le rendez-vous quinquennal devrait servir à passer en revue l'activité déployée au cours de cinq ans. Le monde ne nous attend pas. Pour agir de façon permanente, nous devrions organiser des comités thématiques chargés des questions qui sont, à mon avis, à l'ordre du jour. Si cela était approuvé, nous pourrions acheminer un programme d'action lors d'une prochaine réunion du Conseil de direction.

En troisième lieu, il est impossible d'agir de façon ininterrompue sans avoir recours aux nouvelles technologies. Je veux parler évidemment du

courrier électronique, mais surtout, au delà de l'impression traditionnelle, de la production des *Cahiers* sur un support numérique, un site web mis à disposition de tout le monde et regroupant toute la collection des Cahiers, les courants thématiques, la publication de "papers" de ces derniers, etc.

Pour finir, nos prédécesseurs ont beaucoup apporté avec une extrême intelligence, en travaillant en collaboration avec les trois autres associations. C'est pour cela qu'au cours de cette nouvelle étape il est de notre devoir de renforcer cette coopération.

## **Programme of the New President: “The Cultural Essence of ISSD”**

*Dear President Madame Rozès, dear Colleagues, dear Friends,*

To be a candidate presiding over a scientific society such as ISSD is a personal impertinence that has no other justification than that those who direct the association have more faith in the candidate than the candidate himself.

Intending to be the successor to personalities of such human and scientific calibre as Filippo Gramatica, as Marc Ancel, as Madame Simone Rozès, intending to preside over colleagues that I consider my teachers such as Hans-Heinrich Jescheck, Klaus Tiedemann, Giuliano Vassalli, and Mario Pisani, and over such illustrious colleagues as those who accompany us in the life of the Society, has no justification, it may only lessen the guilt and, therefore, I hope, the penalty.

In spite of the above, I am glad to accept the invitation of all those who have put their faith in me, and to state here my concept of the Society, within the context of the history of criminal science and its organizations. I will express the idea I hold on the role that the Society could play in the future and, to conclude, I will discuss some ideas on the organization needed to carry out our new tasks.

### **1. The cultural essence of the Society**

If I had to choose a single word with which to describe the contribution that our International Society of Social Defence makes to the modern evolution of Law and Criminal Science, I believe that I may affirm that the Society has been the Society of re-socialization. The idea of re-socialization, following the conceptual elaboration through positivism, represented above all by Filippo Gramatica in the initial phase, was placed between Criminology and Positive Law by Marc Ancel in the 60s and with the contribution and support of a personality such as Pietro Nuvolone, firmly consolidated within the framework of the guarantees of the Rule of Law. It is the personal endeavour of a handful of penalists mainly concentrated in France and Italy after the Second World War, who were soon easily joined by their German colleagues, since the work of Gramatica, Ancel and Nuvolone reached, although based on different

epistemological backgrounds, similar postulates to those stated by the one whom I consider as the greatest penalist of the European history: Franz von Liszt.

I believe that Social Defence is really a historical and unique manifestation of the movement initiated at the end of the 19th century by Prins, Van Hammel and von Liszt. I believe that the four major Associations stem from this same impulse, which would explain why so many personalities belong to more than one of these organizations and the coordination of work among them. It can be said that the International Penal and Penitentiary Foundation and the International Society for Criminology are characterized by their own specific interest, namely the penitentiary system and the sociology and psychology of crime. The International Association of Penal Law and the International Society of Social Defence deal with general Penal Law, but the IAPL limits its work to the juridical-penal aspect, while ISSD is the scientific society that integrates methods and socio-legal purposes, particularly following the *Addendum* to the Minimum Programme carried out in 1984. If you will allow me to resort to categories from Political and Constitutional Law, ISSD would be the organization that best expresses Criminal Law in the Democratic and Social State of Law. This concept of the State of Law has long been in the making in Europe, and was matured by the time the Spaniards, along with the Portuguese, finally received it when we reached Democracy and endowed ourselves with our constitutions.

At the same time, and as Marc Ancel always maintained it, since the Society has not been nor wished to be a closed ideological programme, but rather the Minimum Programme of a movement, the Society has been capable to develop across the world and to involve all the penalists who belong or are interested in our cultural traditions, regardless of what continent or continental space they are on.

The International Society of Social Defence is the organization of juridical forms and of the contents of criminal behaviour and of the penal reaction by Social and Democratic States of Law. We are the movement of the criminal policy of this kind of social and political organization.

## **2. The new social and political phenomena of criminal relevance**

The postulates of our movement are today common patrimony for the positive criminal law of many countries, and in any case they are the common programmatic asset of contemporary penalists around the world. Therefore, I believe that there is room for optimism and that we should be

thankful for the good job our predecessors have done. However, criminal law has not reached its historical end.

It is true that the overcoming of the politics of blocks has opened, especially in Eastern European countries – from Warsaw to Vladivostok – possibilities and paths that were unthinkable for a humane and democratic Criminal Policy only a short time ago.

It is also true that, for the first time in modern history, the whole Latin America is living in freedom and in a democracy, although a significant sector of the population is still living in conditions of poverty. It is also true that the giant China is beginning to awake. Actually there is every indication that it is worth being optimistic. The creation of the ICC (International Criminal Court) – with all of its limitations – was the most important political-judicial achievement since the Declaration of Human Rights of 1945, making it another motive for optimism.

Yet it is also true that a great historical problem subsists – a good part of the world population lives in poverty and economic underdevelopment. Moreover, I would like to mention, not necessarily in a hierarchical order, some of the new problems that have arisen.

The Arab Muslim world that was slowly moving from tradition to modernization was struck along the way, especially as a consequence of underdevelopment and poverty, by the sudden wave that we call, oversimplifying, Islamic Fundamentalism, with all of its implications for regression or stoppage in both general and criminal policy.

At the same time, the events of September 11th have given way to renewed conservative tendencies in criminal policy in the most powerful country on the planet, the United States. The fact that the United States strongly opposed the creation of the ICC makes it clear that this tendency dates back earlier than September 11th. Following this day, the United States' shifting criminal policy has firmly swung towards "law and order" and this time with international repercussions. Its expression is for example Guantánamo, the militarization of criminal justice, the threat of continuing with this criminal policy "in other ways", in Clausewitz's sense, *i.e.* through war, even through preventive war.

The third phenomenon is a product of economic globalisation, *i.e.*, the great mobility not only of capital that flows freely, but also of human beings through great migratory movements. This phenomenon has its historical tradition, but it is acquiring new forms and characteristics under the present-day globalisation, causing two main problems. The first, as a consequence of the restrictions imposed upon the free movements towards developed countries, raises the problem of trafficking with human beings, and of "modern" forms of slavery for work, sex and exploitation and fraud

in these migratory moves. Moreover, the countries receiving high numbers of persons from very different cultures are faced with a problem of multiculturalism, combined with two other criminal problems: first, the obligation to be tolerant and to fight against cultural, racial and religious discrimination and against xenophobia, and second, at the same time, the problem of the penal limitations on tolerance toward cultural diversity. Oversimplifying once again, should female genital mutilation be tolerated from a penal point of view in Berlin or in Barcelona? Should we seek to eliminate this type of conduct beyond Barcelona or Berlin? Can we be tolerant when facing the death by stoning of a Nigerian adulteress? For that matter, can we tolerate abuses against women within our own Western culture? Is the macho culture that still remains in Europe and within the traditional European culture “socially acceptable”? Is the response to this intra-European phenomenon only a repressive reaction or should we seek preventive actions within substantive and procedural criminal law to fight against this phenomenon that has been hidden in the shady areas of criminal statistics until recently? What would the preventive, repressive and indemnifying criminal policy against these hidden forms of crime be?

Three new phenomena that stem from globalisation and its positive dimension for Human Rights are worthy of mention:

- The creation of the International Criminal Court to guarantee that the most serious crimes are prosecuted while generalizing and unifying the *ad hoc* tribunals of the past few years.
- The regionalisation of criminal justice in the present-day European Union and in the Union following the 2004 and 2006 growth plans, especially after the significant thrust of the Outline Act on June 13th, 2002 on the European order of detention and delivery between the Member-States.
- The enlargement of the Council of Europe from Reykjavik to Vladivostok and, therefore, the incorporation of all of the member countries into the juridical human rights value system of the Strasbourg Tribunal, with both its criminal procedure and substantive dimensions.
- Considering the new social and juridical-penal phenomena that I have incompletely summarized above, most of which were not a factor – or at least not in their present dimension – when we revised our Minimum Programme in 1984, we can extract a list of new tasks to be undertaken by the Social Defence movement to continue to lend an impulse to our humane criminal policy. The list could be stated like this:

### **3. Proposals of new tasks for the Society**

3.1. Within the European Union, neither our Organization nor any other historic organization has been proposed as an advising or consulting organization. This was not even necessary until the famous sentence of the Greek corn case in 1989. However, faced by the events related to the protection of Union financial interests, and above all, following the Convention on judicial assistance in criminal matters in the year 2000 and the Outline Act on the Euro-order in 2002, as well as after the Outline Acts at that same year on organised crime and trafficking with human beings, and the creation of Eurojust, the International Society of Social Defence has the chance to offer itself to cooperate with the EU. Apart from the relations between the Ministry of Justice and the Home Office, there is no larger network of penalists than ours. We should be capable of embedding this activity in some of the European programmes that support research on criminal matters.

3.2. The enforcement of the Convention that created the International Criminal Court has greatly shaken the activity of jurists around the world. It is enough to just see the number and dimension of scientific meetings, doctoral theses and monographs on the subject. In our role as a consulting institution to the United Nations we should make ourselves available and, in any case, we should define our part in the development of the scientific construction of the rules for responsibility and for charges which risk to be developed by juridical cultures that do not have the experience and wisdom that ours has.

3.3. The process by which new countries are admitted to the juridical value system of the Council of Europe also deserves attention, as well as the follow up of problems, deficits, training needs, etc.

3.4. Regionalization processes of human rights, with juridical-criminal consequences, also need attention. For example, the democratisation process of the Latin American countries gives new force to the Costa Rican Court. Its sentences oblige in democratic times, as we Spaniards have experienced following our subordination, first, to the jurisdiction of the Strasbourg European Tribunal, and later, to the Luxembourg Tribunal.

3.5. At the same time faced with the criminal policy impulses following September 11th, it is our obligation to respect our Minimum Programme by being permanent observers of the criminal policy that watches over reactions that are undesirable and incompatible with our ideology. This must be done while at the same time contributing to the knowledge of new forms of terrorism and the necessary new ways of fighting against them.

3.6. The problems linked to the relationship between criminality and immigration have become vital problems in the electoral political debate in the European continent, most commonly, in the worst possible way: manipulating the scarce criminological data and tending towards xenophobic reactions. We should seek to carry out a permanent analysis of surveys and logically ordered data to reach the truth and to propose rational interventions and prevention alternatives, which would constitute a very adequate multidisciplinary matter for our association.

3.7. The matter of trafficking with human beings, in itself and associated to work and sexual exploitation, also requires the attention of an association like ours, in the same way in that we have concerned ourselves with the trafficking of drugs or arms in the past. The dimension of our adjective “social” is very appropriate for focusing on the social phenomenon that gives way to migratory phenomena and gives opportunity to organized crime.

3.8. The matter of multiculturalism, within the societies of large cities or in areas of concentration of cultures, as well as within societies and States in their orderly international co-existence, also deserves our attention. The importance of the Muslim world and, moreover, the way in which it is presented, especially when public opinion by sheer force takes the shape of the minority and extreme, requires work on our part to support mutual understanding among penalists, and to support penalists from the Muslim world who are integrated or willing to integrate into the programme of a humane criminal policy. We have suffered a setback in the field of scientific relations that we must overcome. Through dialogue we can obtain, on the one hand, to overcome Western self-satisfaction and, on the other hand, to justly define what we believe to be indispensable for human dignity.

#### **4. How to organize ourselves to undertake the new tasks**

Only those who have no history lack the impulse to re-organise themselves for the future, and I am sure that this is what Mme Rozès wanted to call our attention to when she put her position at the disposal of the General Assembly. We and our way of working come from a time characterized by difficult and limited movements and by a communication system limited to ordinary mail. In fact, many of us formed our concept of the world before the era of television. Electronic mail, the Internet and video conferences were not even science fiction at the time of the foundation of our Society. Moreover, although we have sought to be a

world organization in our acts, our daily territory has been overly European.

I wish to propose two new or renovated modes of organization.

First of all, we should break up our tasks both by region and by subject-matter.

In relation to the first point, we should try to provide ourselves with a structure that is appropriate for the needs of the European Union, as well as of the Council of Europe from Reykjavik to Vladivostok. It is also feasible to give impulse to the regionalization of Latin America if we reinforce the admission of new members. Other objectives of this type could be proposed in the future.

Second, we cannot think that we can develop our commitment only by holding general conferences every five years. The world will not wait for us. On the contrary, the meeting every five years should be the chance to revise our actions over the five years period. In order to act permanently, we should organize committees by subject area that at least cover the areas that I have highlighted as modern issues. If this is deemed to be acceptable, we should adopt a plan of action in the next meeting of the Board.

Third, it is not possible to act permanently without resorting to new technology. Of course, e-mail is a must, but the following above all: the *Cahiers* should continue also on a digital information and communication structure, a Web site that includes and puts at the disposal of the world the entire collection of the *Cahiers*, the thematic channels, the papers published, etc.

Finally, our predecessors have gone far and with exemplary intelligence in carrying out a number of coordinated activities with the other three associations. At this new stage we should increase that cooperation.

## **Programa del nuevo Presidente: “La esencia cultural de la SIDS”**

Querida Presidenta Madame Rozès, queridos colegas y queridos amigos,

Ser candidato a presidir una sociedad científica como la SIDS es una impertinencia personal, que no puede tener otra justificación que la de que quienes dirigen la asociación tienen más fe en el candidato que el candidato en sí mismo.

Pretender ser sucesor de personalidades de la categoría humana y científica de Filippo Gramatica, de Marc Ancel, de Madame Simone Rozès, pretender presidir a colegas que son para mí mis maestros como Hans-Heinrich Jescheck, Klaus Tiedemann, Giuliano Vassalli, Mario Pisani, y de tan ilustres colegas como los que nos acompañan en la vida de la Sociedad no tiene justificación, sino tan sólo una minoración de la culpabilidad y, por lo tanto, espero, de la pena.

A pesar de ello yo quiero corresponder a los que tienen erróneamente fe en mí y para ello deseo manifestar mi concepción de la Sociedad, en el contexto de la historia de las ciencias penales y de sus organizaciones, y la idea que tengo del papel que puede jugar la Sociedad en el futuro, para terminar mis palabras, con algunas ideas sobre la organización necesaria para las nuevas tareas.

### **1) La esencia cultural de la Sociedad**

Si hubiera que elegir un solo adjetivo para designar la aportación de nuestra Sociedad Internacional de Defensa Social a la evolución moderna del Derecho y la Ciencia penal yo creo poder afirmar que la Sociedad ha sido la Sociedad de la resocialización. La idea de la resocialización, tras la elaboración conceptual a partir del positivismo, representado sobre todo en la primera fase por Filippo Gramatica, ha sido situada entre criminología y Derecho positivo por Marc Ancel en los años 60 y con la compañía y ayuda de la singular personalidad de Pietro Nuvolone, asentada firmemente en el marco de las garantías del Estado de Derecho. Se trata de la obra personal de un puñado de penalistas muy centrado en Francia e Italia, tras la 2ª Guerra Mundial, al que pronto se han podido acercar los colegas de Alemania con gran comodidad pues, con otros fundamentos epistemológicos, esta obra de Gramática, Ancel, Nuvolone llega a

postulados parecidos a los que enunció el para mi más grande penalista de la historia europea que fue Franz von Liszt.

En realidad creo que la Defensa Social es una manifestación histórica y singular del movimiento que iniciaron al fin del siglo XIX Prins, Van Hammel y von Liszt. Creo que todas las cuatro grandes asociaciones pertenecen a ese mismo impulso, que es lo que explica la coincidencia de tantas personalidades en más de una de esas organizaciones y el trabajo coordinado entre ambas. Se puede decir que la Fundación Internacional Penal y Penitenciaria y la Sociedad Internacional de Criminología son organizaciones especializadas por su objeto, el objeto penitenciario y la sociología y psicología del crimen. La Asociación Internacional de Derecho Penal y la Sociedad Internacional de Defensa Social son organizaciones penales generalistas, pero la AIDP limita su trabajo al plano jurídico-penal, y la SIDS es la sociedad científica integradora de métodos y de objetos, sobre todo tras la addenda al Programa Mínimo efectuada en 1984, y si me permiten recurrir a categorías del Derecho político y constitucional, la SIDS sería la organización mas expresiva del Derecho penal del Estado social y democrático de Derecho, concepto jurídico, político y social largamente gestado en el espacio europeo y que los españoles hemos recibido maduro cuando con tanto retraso, al igual que Portugal, hemos alcanzado la Democracia y nos hemos dotado de constituciones.

A su vez, y como siempre insistió Marc Ancel, como la Sociedad no ha sido ni querido ser un programa ideológico cerrado, sino el programa mínimo de un Movimiento, la Sociedad ha podido desarrollarse en todo el mundo y con todos los penalistas pertenecientes o interesados en nuestras tradiciones culturales, sea cual sea el continente o espacio continental en que se encuentre.

La Sociedad Internacional de Defensa Social es la organización de las formas Jurídicas y de los contenidos del comportamiento criminal y de la reacción penal propia de los Estados sociales y democráticos del Derecho, somos el movimiento de la política criminal de este standard de organización política y social.

## **2) Los nuevos fenómenos sociales y políticos de relevancia penal**

Los postulados de nuestro movimiento son hoy patrimonio común del Derecho penal positivo de numerosos países del mundo, y en todo caso acervo programático de los penalistas contemporáneos de todo el mundo y creo, por ello, que merece la pena ser optimista y agradecer el trabajo bien

hecho de nuestros predecesores. Pero tampoco en Derecho penal ha llegado el fin de la historia.

Es bien cierto que la superación de la política de bloques ha abierto, sobre todo en los países de la Europa del Este – de Varsovia a Vladivostok – posibilidades y caminos increíbles hace muy poco tiempo para una Política criminal humanista y democrática.

Es bien cierto también que por vez primera en la historia moderna toda la América Latina vive en libertad y democracia, aunque todavía importantes sectores de población viven en condiciones miserables. Es también cierto que el gran gigante que es China ha comenzado a despertar. Es cierto, está fundamentado, merece la pena ser optimista. La creación – con todas sus limitaciones – del TPT es mayor logro político-jurídico tras la Declaración de Derechos del Hombre en 1945, y es también motivo de optimismo.

Pero es igualmente cierto que subsiste un gran problema histórico, que es el de la pobreza y subdesarrollo económico de buena parte de la población mundial y que además han surgido problemas nuevos, que me permito enunciar sin jerarquizar.

El mundo árabe-musulmán que caminaba lentamente desde la tradición a la modernidad ha sido sorprendido en ese camino, como consecuencia sobre todo del subdesarrollo y la pobreza, por una irrupción imponente de lo que llamamos, con demasiada síntesis, el fundamentalismo islamista, con todo lo que ello significa de retroceso o paralización en Política general y en Política criminal.

A su vez, los acontecimientos del 11 de septiembre han dado renovado impulso a tendencias conservadoras en Política criminal en el país más poderoso del mundo, en los Estados Unidos. Que esta tendencia conservadora es anterior al 11 de septiembre se expresa con claridad en que los Estados Unidos se han enfrentado con fuerza a la creación del Tribunal Penal Internacional. Tras el 11 de septiembre, la política criminal pendular de los Estados Unidos se ha decidido firmemente por la “ley y orden” (law and order) y esta vez con proyección internacional. Su expresión es, también de modo reduccionista, Guantánamo, la militarización de la justicia penal también, la amenaza de continuar esa política criminal “por otros medios”, en el sentido de Clausewitz, es decir, mediante la guerra, inclusive la guerra preventiva.

El tercer fenómeno es el producto de la globalización económica, es decir, la gran movilidad no solamente del capital, que fluye con libertad, sino de los seres humanos, los grandes movimientos migratorios. Este fenómeno, de tradición histórica, pero que adquiere formas y características propias en la actual globalization, plantea dos problemas. El primero, como

consecuencia de las restricciones a la libertad de movimientos hacia los países desarrollados, plantea el problema del tráfico de seres humanos, y de formas “modernas” de esclavitud laboral, sexual y de explotación y fraude en la acción migratoria. A su vez, la concentración en países de recepción de tan elevado número de personas de otras culturas bien diferentes, plantea el problema de multiculturalismo, y con él dos problemas penales, por una parte el deber de la tolerancia y de la lucha contra la discriminación cultural, racial y religiosa y contra la xenofobia y, por otra, a la vez, el de los límites penales de la tolerancia de la diversidad cultural. Expresado de nuevo de modo reduccionista. ¿Debe tolerarse penalmente la mutilación genital de las mujeres pertenecientes a esta cultura en Barcelona o Berlín? ¿Debemos intentar acabar con estas conductas más allá de Barcelona o Berlín?. ¿Podemos ser tolerantes ante la lapidación de la mujer adúltera a Nigerie? Pero, es que ¿podemos ser tolerantes con los malos tratos sobre la mujer, dentro de la propia cultura occidental? ¿Es que el culturalismo machile machista que permanece en Europa y dentro de la cultura tradicional europea es un fenómeno “socialmente adecuado”? ¿Es que la respuesta a este fenómeno intra europeo merece solo una respuesta represiva, o debemos sacar consecuencias preventivas en el Derecho penal sustantivo y procesal para luchar contra este fenómeno oculto hasta hace poco en la cifra negra de la criminalidad? ¿Cuál sería la política criminal, preventiva, represiva y resarcitoria, contra estas formas ocultas de criminalidad?.

Tres nuevos fenómenos fruto de la globalización y de su dimensión positiva para los Derechos humanos merecen ser enunciados:

- La creación de la Corte Penal Internacional para garantizar la persecución de los más graves crímenes, que generaliza y unifica los Tribunales ad hoc de los últimos años.
- La regionalización de la Justicia penal en el espacio de la Unión Europea actual y la ampliada entre 2004 y 2006, sobre todo tras el notabilísimo impulso que ha producido la Decisión-marco de 13 de junio de 2002 sobre la orden de detención europea y los procedimientos de entrega entre Estados miembros.
- La ampliación del Consejo de Europa de Reykjavik a Vladivostok y, por tanto, la incorporación de todos los países miembros al acervo jurídico de Derechos humanos del Tribunal de Estrasburgo, con su dimensión penal procesal, pero también sustantiva.

De la relación de los nuevos fenómenos sociales y jurídico-penales que he expuesto de forma resumida e incompleta, la mayoría de los cuales no estaban presentes – al menos en su actual dimensión – al tiempo de la revisión de nuestro Programa Mínimo en 1984, se puede extraer la relación

de nuevas tareas que debe abordar el movimiento de Defensa Social para seguir impulsando nuestra política criminal humanista. Podría formularse así:

### **3) Propuestas de trabajo para la Sociedad**

3.1. En el espacio de la Unión Europea ni nuestra organización ni ninguna otra organización histórica se ha propuesto como organización asesora o consultora. No era necesario en absoluto hasta la famosa sentencia del caso del maíz griego de 1989. Pero ante la evolución de los acontecimientos relativos tanto a la protección de los intereses financieros de la Unión y, sobre todo, tras el Convenio de asistencia judicial en materia penal del año 2000 y de la Decisión-marco de la Euro-orden de 2002, así como tras las Decisiones-marco de este mismo año sobre Criminalidad organizada y de tráfico de personal así como, con la creación de Erojust, la Sociedad Internacional de Defensa Social tiene una oportunidad de ofrecerse para cooperar con la UE. Fuera de las relaciones inter ministeriales de Justicia y de Interior no existe una red de penalistas más amplia que la nuestra. Nuestra actividad en este punto deberíamos ser capaces de incardinarla en alguno de los programas europeos que fomentan la investigación en materia penal.

3.2. La entrada en vigor de la Convención que crea la Corte Penal Internacional ha producido ya una revolución en la dedicación de los Juristas de todo el mundo. Basta ver el número y dimensión de las reuniones científicas sobre el tema y el de tesis doctorales y monográficas. En nuestra calidad de institución consultiva de Naciones Unidas debemos ponernos a su disposición y, en todo caso debemos fijar un papel en el desarrollo de la construcción científica de las reglas de responsabilidad y de imputación, que arriesgan desarrollarse desde culturas jurídicas que no tienen la experiencia y sabiduría de la nuestra.

3.3. Merece también atención el proceso de incorporación de nuevos países al acervo jurídico del Consejo de Europa y el seguimiento de los problemas, déficit, necesidades de formación, etc.

3.4. Debe atenderse también a procesos de regionalización de Derechos humanos, con consecuencias jurídico penales. Por ejemplo, el proceso de democratización de los países iberoamericanos proporciona nueva fuerza a la Corte de Costa Rica, cuyas sentencias obligan en tiempos de democracia, como los españoles hemos podido experimentar tras nuestra sujeción a la jurisdicción del Tribunal Europeo de Estrasburgo primero, y al de Luxemburgo después.

3.5. A su vez, ante los impulsos político criminales posteriores al 11 de septiembre es nuestra obligación sobre todo en atención a nuestro Programa mínimo constituirnos en un observatorio permanente de la política criminal que vele frente a reacciones indeseables e incompatibles con nuestro ideario. Todo ello sin perjuicio de contribuir al conocimiento de las nuevas formas de terrorismo y de los necesariamente nuevos modos de combatirlo.

3.6. Los problemas vinculados a la relación entre criminalidad e inmigración se han convertido en problemas capitales del debate político electoral del continente europeo, por lo común en el peor de los modos: manipulando los pocos datos criminológicos y con tendencia a prevalecer las reacciones xenófobas. Deberíamos intentar llevar a cabo un análisis permanente de encuestas y datos racionalmente ordenados para disponer de la verdad y proponer alternativas racionales de intervención y prevención, lo que constituye una materia multidisciplinar tan adecuada a nuestra asociación.

3.7. La cuestión de la trata de seres humanos, como tal, y la orientada a la explotación laboral o sexual requiere también la atención de una organización como la nuestra, en la dimensión en que hemos prestado nuestros cuidados anteriormente al tráfico de drogas o de armas. Nuestra dimensión “social”, nuestro adjetivo, resulta bien adecuado para enfocar el fenómeno social que da la ocasión a los fenómenos migratorios y la oportunidad al crimen organizado.

3.8. La cuestión del multiculturalismo, tanto dentro de las sociedades de las metrópolis o espacios de concentración de culturas como entre las sociedades y Estados en su ordenada convivencia internacional, merece igualmente nuestra atención. La importancia del mundo musulmán y, además, el modo en que éste se presenta, particularmente cuando en la opinión pública se presentan con más fuerza las plasmaciones minoritarias y extremas, requiere una labor por nuestra parte de conocimiento mutuo entre penalistas, y de apoyo a los penalistas del mundo musulmán integrados o integrables en el programa de una política criminal humanista. Hemos sufrido un retroceso en este ámbito de las relaciones científicas que hemos de superar. De el dialogo podríamos conseguir, por una parte, superar la autocomplacencia occidental y, por otra, también definir justamente lo que creemos poder identificar con lo irrenunciable para la dignidad humana.

#### **4) Una manera de organizarnos para abordar las nuevas tareas**

Solo los que no tienen historia carecen del impulso de reorganizarse para el futuro, y estoy seguro que era sobre eso, sobre lo que quería llamarnos la atención Mme Rozès al poner su cargo a disposición de la asamblea general. Nosotros y nuestra forma de trabajar provenimos de un tiempo caracterizado por la dificultad y carestía para el desplazamiento y por un sistema de comunicación limitado al correo ordinario. Es más, la mayoría de nosotros hemos formado nuestra concepción del mundo antes de la era de la televisión. El correo electrónico, el internet, la video conferencia no eran en el tiempo de nuestra fundación ni siquiera ciencia-ficción. A su vez, aunque hemos actuado queriendo ser una organización mundial, nuestro territorio cotidiano ha sido demasiado europeo.

Yo deseo proponerles dos modos organizativos nuevos o renovados.

En primer lugar debemos, por una parte, regionalizar nuestro trabajo y, por otra, tematizar el mismo.

En relación a lo primero debemos intentar dotarnos de una estructura adecuada a las necesidades de la Unión Europea así como al Consejo de Europa de Reykjavik a Vladivostok. Es factible también impulsar la regionalización de Iberoamerica si reforzamos la incorporación de nuevos miembros. Otros objetivos de este tipo podríamos proponérselos más adelante.

En segundo lugar, no podemos pensar que podamos desarrollar nuestro compromiso con congresos generales cada cinco años. El mundo no nos espera. Por el contrario, la cita quinquenal tiene que ser oportunidad de revisar la acción de cinco años. Para actuar de modo permanente deberíamos organizar comités temáticos, que cubran al menos los asuntos que he enunciado como asuntos modernos. Si esto así se aceptara deberíamos abordar un programa de acción en un próximo Consejo de Dirección.

En tercer lugar, no es posible actuar permanentemente sin recurrir a las nuevas tecnologías. Por supuesto el correo electrónico pero sobre todo lo siguiente: construir sobre la estructura de papel que debe continuar de los Cahiers una estructura digital de información y comunicación, un sitio web, que incluya y ponga a disposición de todo el mundo toda la colección de los Cahiers, los canales temáticos, la publicación de “papers” de los mismos, etc.

Por último, nuestros predecesores han avanzado mucho y con ejemplar inteligencia en coordinación con las otras tres asociaciones. En esta nueva etapa debemos incrementar esa cooperación.